



Lettre ouverte au Ministre de l'Agriculture et à ses services « Entendez les attentes de la production de fruits et légumes »

Monsieur le Ministre,

Ces dernières années, nous, représentants de la production de fruits et légumes frais, constatons des difficultés croissantes de co-construction, de collaboration et de concertation avec nos administrations nationales de l'agriculture. Le ministère lance certes des consultations auprès du grand public mais qu'en est-il du vrai travail de concertation et de construction des politiques publiques agricoles, avec et pour les professionnels producteurs et coopératives/OP que nous représentons ?

Nous ne sommes ni entendus, ni écoutés.

Nous sommes l'instrument d'une administration qui suit des directives ou objectifs qui lui sont propres, et nous en sommes bien souvent plus la caution que le réel partenaire, alors même que les intentions politiques premières peuvent avoir été louables.

Nous avons mis quelques espoirs d'être entendus lors des états généraux de l'alimentation, puis, nous nous sommes investis et engagés dans un plan de filière ambitieux pour les F&L ; en vain.

La crise Covid 19 a pourtant éveillé certains esprits qui ont pris conscience de l'urgence de construire et maintenir une souveraineté alimentaire pour notre pays, de redonner de la compétitivité aux entreprises...

Force est de constater que si les objectifs annoncés sont bons et clairement partagés par les acteurs de la production de F&L, leur traduction concrète, dans le plan de relance notamment, est très décevante. Il n'y a aucune prise en compte des contraintes et spécificités du secteur F&L, les règles conduisent à un saupoudrage des aides qui n'auront aucun effet levier et même à un dénigrement de l'organisation économique qui est pourtant un moyen de structurer les filières, d'organiser les producteurs et de leur rendre pouvoir et valeur ajoutée.

Lors de l'Assemblée générale d'Interfel, Philippe Chalmin, président de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, l'exprimait ainsi « votre filière ne fait pas de vagues » ; est-ce à croire que tout va bien pour autant ?

La réponse est non, et nous ne cessons de l'exprimer par tous les moyens, à notre administration référente, à vos services, M. le ministre, qui sont censés anticiper, développer et construire une politique agricole sûre et ambitieuse pour les producteurs que nous sommes.

Quelques exemples pour illustrer nos propos :

- **De nombreuses décisions sont prises au nom du principe de précaution permettant de justifier le fait de privilégier l'affichage médiatique face aux réalités professionnelles : particulièrement sur les questions relatives à la protection des cultures ou le sujet des emballages plastiques**
- **Nous sommes confrontés très régulièrement à des blocages techniques et administratifs, sans parler d'un désengagement de l'Etat de plus en plus marqué ; comme sur la surveillance sanitaire du territoire ou la gestion des calamités agricoles.**

Pour couronner le tout, nous n'avons aucune **réponse à nos nombreuses sollicitations ou propositions, pas même un accusé de réception.**

Et comme un pied de nez, d'autres filières végétales sont entendues, défendues, soutenues et se voient même attribuer des budgets dédiés !

Las d'être les gentils à qui l'on fait des promesses qui ne se concrétisent jamais, nous avons décidé de signifier de manière plus forte notre mécontentement et notre désarroi.

Parce que les discussions constructives ne fonctionnent plus, nous voilà contraints de changer de méthode.

Aussi, nous avons demandé que cette déclaration, qui sera rendue publique dès la fin du Conseil Spécialisée Fruits et Légumes du 8 décembre, soit soumise au vote et intégrée in extenso au compte rendu.

Il ne s'agit pas de viser particulièrement FranceAgriMer, c'est bien l'administration dans son ensemble que nous pointons du doigt. Le Conseil spécialisé n'est qu'une clé d'entrée pour la toucher.

Monsieur le Ministre,

Nous demandons à être écoutés ET entendus,

Nous demandons que les propositions formulées par nos organisations représentatives soient réellement prises en compte,

Nous demandons à être considérés comme une production agricole à part entière, avec toutes nos spécificités,

Nous demandons à pouvoir continuer de produire et approvisionner nos concitoyens en produits français de qualité, tout en vivant de notre métier, de notre engagement,

Nous vous demandons, monsieur le Ministre, d'accorder à la filière fruits et légumes la considération qu'elle mérite au regard de ses atouts pour la diversité des territoires et l'alimentation de nos concitoyens et en premier lieu, de nous recevoir, en présence de la DGPE.

Restant à votre disposition pour échanger sur l'avenir de notre agriculture et les relations avec l'Etat, nous espérons Monsieur le Ministre, que cette déclaration sera reçue favorablement.

Françoise Roch
Présidente
FNPF



Jean Michel Delannoy
Président
FELCOOP



Bruno Darnaud
Président
GEFeL



Jacques Rouchaussé
Président
Légumes de France



Contacts :

Pour la FNPF : Françoise ROCH - Présidente - 06 23 16 25 02

Pour FELCOOP : Jean-Michel DELANNOY – Président - 06 72 84 80 53

Pour GEFeL : Bruno DARNAUD – Président – 06 08 24 70 83

Pour Légumes de France : Jacques ROUCHAUSSE – Président – 06 08 89 76 95